

de l'Europe, comparés avec ce qu'ils avaient été une quinzaine d'années auparavant.

Nos adversaires trouvaient alors qu'une dette publique contractée pour de grands travaux d'intérêt général n'était pas un fardeau ni une cause d'appauvrissement pour un pays. C'était au contraire, d'après eux, un des plus efficaces et des plus puissants moyens de développer ses ressources naturelles et d'augmenter sa richesse nationale. Voici ce que disait en Chambre un de leurs plus puissants partisans :

“ Il sera toujours à l'honneur des gouvernements conservateurs qui ont administré les affaires publiques de cette province depuis 1867, d'avoir su apprécier le vrai caractère national de la tâche qui leur incombait ; ils ont compris qu'ils devaient répondre aux grandes idées de progrès, aux fécondes aspirations qui ont eu cours dans la province depuis l'Union. Refuser de sortir des limites restreintes du budget provincial des dépenses, telles que tracées, pour le début, par les auteurs de la Confédération, c'est le futile prétexte d'une économie mal entendue, c'eût été manquer à un devoir sacré, se montrer indigne de son rôle d'homme d'état, et comprimer l'élan vers la prospérité qui se manifeste jusqu'aux extrémités de la Province. Le parti conservateur, chargé de nos destinées, n'a pas commis cette faute capitale, il a été à la hauteur de sa position, de sa responsabilité, de sa mission. La Province voulait progresser, il l'a secondée avec ardeur, mais avec prévoyance et avec discernement dans ses travaux, dans ses constants et patriotiques efforts. Les gouvernements conservateurs, comme la Province elle-même, ont compris qu'il nous fallait lutter d'énergie avec les autres membres de la Confédération, pour ne pas rétrograder et perdre graduellement la position avancée que nous occupions. Rester stationnaires pendant que les autres auraient marché rapidement, c'eût été se vouer à un isolement fatal dans un avenir prochain. Être inactif par crainte des responsabilités financières, lorsque partout autour de nous les travaux du capital, unis dans une même œuvre de progrès, eussent accompli des prodiges, c'eût été donner raison de nous accuser de ne rien vouloir faire pour contribuer au développement du pays dans lequel nous jouissons des plus grandes, des plus belles et des plus chères libertés.”

Voilà, M. l'Orateur, la politique de nos adversaires lorsqu'ils étaient au pouvoir : dépenser largement sans se préoccuper des déficits annuels qui étaient alors à l'ordre du jour.

Quelle a été la conduite des mêmes hommes dans les froides régions de l'Opposition ? Eux, dont les instincts sur les banquettes ministérielles les portaient à dépenser si librement les deniers publics, deviennent tout-à-coup pessimistes dans l'Opposition. Leur caractère n'est plus ce qu'il était. Devenus maussades, ombrageux et intraitables, ils ne voient plus que ruine et extravagance dans la politique de ceux qui les ont remplacés.

Il est vrai que pour des gens habitués comme ils l'étaient à vivre largement, la transition était bien de nature à refroidir malgré eux leurs généreux instincts. Aussi, regrettant le pouvoir perdu, il fallait voir avec quel acharnement ils attaquaient notre politique. Habités à agir avec tant de largesses sur les banquettes ministérielles, une fois descendus du pouvoir étaient devenus avarés des deniers publics. Ils poussaient l'esprit d'opposition jusqu'au point de nous accuser d'extravagance, lors même que ces dépenses étaient destinées à liquider leurs propres obligations, ou, pour me servir de leur langage, à solder leur propres extravagances.

On poussait l'esprit d'opposition et d'acharnement contre notre administration jusqu'au point de trouver des déficits là où il y avait réellement du